

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

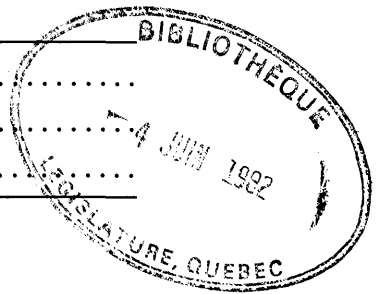
TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 73

Loi sur les biens en stock cédés en garantie

Première lecture .....  
Deuxième lecture .....  
Troisième lecture .....



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet d'accorder aux entreprises un moyen additionnel d'obtention de crédit à court terme auprès des institutions financières.*

*Il prévoit en effet qu'une personne qui exploite une entreprise pourra désormais, lors d'un emprunt, céder en garantie les biens meubles en stock de cette entreprise, sans pour autant devoir s'en déposséder.*

*Il énonce les règles relatives à cette cession en garantie et précise notamment son mode d'enregistrement pour la protection des tiers.*

*Il contient, enfin, les dispositions applicables à la réalisation de la garantie par le créancier lorsque le débiteur sera en défaut de respecter ses obligations à son égard.*

## LOIS MODIFIÉES:

- 1° la Loi sur les connaissements (L.R.Q., chapitre C-53);
- 2° la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16).

## Projet de loi n° 73

### Loi sur les biens en stock cédés en garantie

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Le titre de la Loi sur les connaissances (L.R.Q., chapitre C-53) est remplacé par le suivant:

«Loi sur les connaissances, reçus et biens en stock  
cédés en garantie».

**2.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, des sections suivantes:

#### «SECTION III

##### «DES CESSIONS EN GARANTIE DE BIENS EN STOCK

«**10.** Une personne qui exploite une entreprise, seule ou avec d'autres, peut, en garantie du paiement du capital, des intérêts et des frais d'un emprunt ou d'une ouverture de crédit, céder à un créancier, sans dépossession, tout bien meuble du stock de cette entreprise, présent ou futur, tout en ayant le droit de se le faire rétrocéder lors de l'acquittement de la dette.

«**11.** Un bien transporté comme garantie en vertu des sections I et II de la présente loi ne peut être cédé en vertu de l'article 10.

«**12.** La cession en garantie peut affecter un bien en cours de transformation de même que le bien ainsi transformé.

Elle affecte tout bien acquis en remplacement d'un bien cédé.

«**13.** Lorsqu'une personne qui exploite une entreprise agricole, cède en garantie des amendements, des engrais, des semences, des pesticides ou des herbicides, et, par la suite, les utilise en tout ou en partie, la cession affecte également la récolte produite au cours du premier cycle de production qui suit cette utilisation.

«**14.** L'indemnité payable en raison de la perte ou de la détérioration d'un bien cédé est versée au créancier qui peut l'imputer au paiement de la créance ou la remettre au cédant pour la réparation ou le remplacement du bien visé.

«**15.** La personne qui cède en garantie un bien meuble en stock a, sur ce bien et à l'égard du créancier, les obligations d'un mandataire et d'un dépositaire sans avoir droit à des frais de garde ou de conservation.

«**16.** La cession doit être constatée par acte notarié, en minute ou en brevet, ou par acte sous seing privé.

«**17.** L'acte de cession doit indiquer l'adresse du domicile, de la principale place d'affaires ou du siège social du cédant, la nature des biens, leur catégorie ou leur qualité, le nombre ou la quantité de biens de chaque catégorie ou de chaque qualité, ou toute autre mention permettant l'identification de ces biens par rapport aux autres biens de même nature; lorsque l'identification d'un bien n'en permet pas l'individualisation, la cession est inopposable à un tiers de bonne foi qui, contre valeur, a acquis depuis des droits sur ce bien.

L'acte de cession doit également indiquer l'adresse du lieu où ces biens se trouvent.

«**18.** L'acte doit être enregistré par dépôt au bureau de la division d'enregistrement du domicile, de la place d'affaires ou du siège social du cédant.

Le registraire de ce bureau appose, sur les deux copies ou originaux présentés, un certificat attestant l'enregistrement avec mention de la minute, de l'heure et de la date de cet enregistrement; il inscrit le document à l'index des noms, remet une copie ou un original à celui qui a requis l'enregistrement et transmet sans délai l'autre exemplaire au registraire de la division d'enregistrement de Montréal.

«**19.** La date d'enregistrement détermine la priorité de rang. Si néanmoins plus d'un acte de cession affectant les mêmes biens sont enregistrés à la même date, ils viennent ensemble par concurrence.

Aucun acte de cession n'a d'effet sans enregistrement.

«**20.** Le registraire de la division d'enregistrement de Montréal doit tenir un registre des cessions en garantie de biens en stock.

«**21.** Le registre contient, par ordre alphabétique, les noms des personnes ayant ainsi cédé leurs biens, leur adresse ainsi que le bureau où l'acte a été enregistré et la date de cet enregistrement.

«**22.** L'article 2127 du Code civil et les articles 18 et 19 s'appliquent à toute cession ou transport, volontaire ou judiciaire, de créance garantie par une cession consentie en vertu de l'article 10, de même qu'à toute subrogation aux mêmes droits; le registraire de la division d'enregistrement de Montréal est tenu d'en faire mention au registre prévu à l'article 21.

«**23.** La rétrocession des biens cédés est constatée par l'enregistrement, conformément à l'article 18, d'un acte requérant la radiation de l'enregistrement de l'acte de cession.

La radiation est faite conformément au chapitre V du titre XVIII du livre troisième du Code civil, et mention de la radiation est inscrite au registre prévu à l'article 21.

«**24.** À compter de l'enregistrement de l'acte de cession, le créancier détient sur le bien cédé tous les droits qu'avait le cédant sur ce bien.

«**25.** Les droits du créancier ne sont pas opposables à l'acheteur de bonne foi qui, dans le cours des affaires du cédant, achète un bien cédé.

«**26.** Sous réserve de l'article 25, les droits du créancier sur un bien cédé priment tous les droits acquis postérieurement sur ce bien, ainsi que la créance de tout vendeur impayé.

Ces droits du créancier subsistent si le bien cédé devient immeuble par destination, tant que le cédant demeure propriétaire de cet immeuble.

«**27.** La remise au locateur de l'acte de cession équivaut à l'avis donné en vertu de l'article 1639 du Code civil.

«**28.** À défaut par le débiteur ou par le cédant, le cas échéant, de remplir ses obligations, le créancier peut entrer dans le lieu où se trouvent les biens cédés pour en prendre possession ou les saisir.

«**29.** Le créancier peut terminer la transformation d'un bien dont il prend possession. De même, il peut procéder à la récolte sur pied affectée par la cession.

«**30.** Lorsque le bien cédé dont il prend possession est un animal, le créancier peut en prendre soin ou l'abattre s'il doit l'être pour cause de maladie ou parce que le cédant l'avait acquis à cette fin.

«**31.** Les frais encourus par le créancier dans l'application des articles 29 et 30 sont à la charge du débiteur et leur remboursement est garanti par la cession.

«**32.** Après la prise de possession d'un bien cédé, le créancier doit le vendre dans les meilleurs délais. Il peut le vendre de gré à gré si le cédant y consent par écrit; ce consentement ne peut être donné avant qu'il n'y ait défaut du débiteur ou du cédant, le cas échéant.

À défaut de consentement du cédant ou de pouvoir vendre le bien de gré à gré, le créancier doit le vendre à l'enchère aux date, heure et lieu fixés dans un avis transmis au débiteur et au cédant, le cas échéant; les dispositions du Code de procédure civile relatives à la vente à l'enchère de biens meubles s'appliquent à cette vente.

«**33.** L'avis prévu par l'article 32 doit être transmis à la dernière adresse connue du débiteur et du cédant, le cas échéant, au moins dix jours avant la date fixée pour la vente à l'enchère.

Cet avis doit également être publié au moins deux jours avant cette date, selon les règles prévues par l'article 139 du Code de procédure civile.

«**34.** Le créancier doit, huit jours après la vente des biens, rendre compte du produit de la vente au débiteur et au cédant, le cas échéant, ou à leurs créanciers, et remettre, après acquittement de la dette et des frais, le solde du prix de vente.

Cette reddition de compte peut être contestée en la manière établie au Code de procédure civile.

#### «SECTION IV

##### «APPLICATION DE LA LOI

«**35.** Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi.».

**3.** L'article 29 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Cette hypothèque, ce privilège, ce nantissement et ce gage, qu'ils affectent des biens immobiliers ou des biens mobiliers, n'ont d'effet qu'à compter de l'enregistrement, en la manière ci-après prescrite, de l'acte qui les constitue:

(a) dans le cas d'affectation de biens immobiliers, au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où sont situés ces biens;

(b) dans le cas d'affectation de biens mobiliers, y compris des biens meubles en stock, au bureau d'enregistrement où la compagnie a son siège social au Québec, ainsi que dans toute autre division où elle a un bureau d'affaire; et

(c) dans le cas d'affectation de biens meubles en stock, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal.».

**4.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

**5.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.